



le 8 juillet 2020

AIRBUS : GAVÉ D'ARGENT PUBLIC L'AVIONNEUR LICENCIÉ À TOUR DE BRAS

À peine un mois après l'annonce d'un plan de 15 milliard pour maintenir l'emploi dans l'aéronautique, Airbus prépare un plan social pour 15000 postes d'ici l'été 2021. Durant le confinement, l'avionneur avait déjà risqué la santé de ses salarié-es en les forçant à reprendre le travail, sous prétexte de préserver l'emploi. À Toulouse, c'est près de 3500 personnes qui vont se retrouver sur le carreau sans compter les licenciements en cascade chez les sous-traitants. Les patrons et actionnaires rapaces, accompagnés par les syndicats jaunes et de mairies au service de la bourgeoisie, continuent de montrer leur indifférences vis-à-vis de celles et ceux qu'il exploite.

L'ÉTAT FAIT PLEUVOIR LES MILLIARDS SANS CONTREPARTIES

Airbus a largement profité des deniers public pendant la crise sanitaire et économique. En plus du plan d'aide, le recours au chômage partiel financé par nos impôts a été massif. Si on ajoute à cela le fait que, d'après la direction d'Airbus, les dividendes de 2019 auraient été bloqués, on peut légitimement se poser la question : à quoi a bien pu servir tout cet argent?

Certainement pas à sauvegarder l'emploi quand on voit l'hécatombe qui s'annonce !

Une preuve de plus que l'État n'est finalement que l'instrument des patrons. Et ce n'est pas fini! La région a d'ors et déjà annoncé une nouvelle aide de 100 millions pour les PME sous-traitantes du géant de l'avionique.

Le patron d'Airbus, qui il y a peu refusait un plan de licenciement, souhaite pouvoir recourir au chômage partiel pendant encore deux ans alors que le carnet de commande est plein pour les dix ans qui viennent!

MAINTENIR L'EMPLOI GRÂCE À L'AUTONOMIE PRODUCTIVE.

Pour éviter l'hécatombe, il nous semble nécessaire de poser les jalons de la re-

conversion industrielle du site Airbus pour quelle soit utile au bien commun et de répartir le temps de travail entre tous les salarié-es, sans diminution de salaire.

Le Medef et son allié LR dont fait parti Moudenc, voudrait que les salarié-es travaillent plus longtemps à la sortie du confinement.

Pourtant leur stratégie incohérente qui vise à supprimer les 35h et allonger la retraite s'accommode mal à celle du consortium d'Airbus qui, par pragmatisme capitaliste, commence à convoquer les plus de 56 ans pour leur offrir un pactole et un départ en préretraite anticipée. Voici deux stratégies de la bourgeoisie bien contradictoires qui démontre son incompétence et son incapacité à reconnaître sa responsabilité dans la crise.

Nous, nous voulons des emplois utiles et non polluants, et nous savons que seul-es les travailleur-euses seront capables de mettre en oeuvre une stratégie dans ce sens.

Pour cela, elles doivent profiter du temps de chômage partiel pour réfléchir à la nécessité de produire pour le bien commun localement comme dans des échanges horizontaux planifiés, avec d'autres régions, d'autres pays.

L'autonomie productive est l'une de ces stratégies permettant :

- la réappropriation de l'outil de travail par les travailleur-euses, dégagé du profit capitaliste et de l'État.
- la socialisation de la production industrielle dégagée des actionnaires du CAC 40.
- de développer un outil industriel et technologique ensemble et direct par des comités de producteur-rices et d'usager-ères seul-es à même de définir le bien commun.
- la coordination horizontale à l'échelle locale, fédérale, internationale des activités humaines.

CONTRE LES LICENCIEMENTS, LE COMMUNISME LIBERTAIRE.

Parce que la perte d'un emploi équivaut à une vie misérable pour les prolétaires sans emploi nous nous joignons aux combats de celles et ceux qui ne veulent pas perdre le leur.

Comme mesure d'urgence il nous semble nécessaire de poser les jalons de la reconversion industrielle du site Airbus pour quelle soit utile au bien commun et de répartir le temps de travail entre tous les salarié-es, sans diminution de salaire.

Ces mesures d'urgence ne doivent pas faire oublier la nécessité de construire un mouvement révolutionnaire qui viendra balayer la nécessité même de vendre sa force de travail et son temps de vie, abolir l'ordre des choses, en un mot d'établir une société communiste libertaire.

Avec la sortie du confinement et la violente crise sociale qui s'annonce, il est temps de revoir nos critères et notre façon de penser l'avenir.

Pour une révolution sociale, libertaire et autogestionnaire, vive l'autonomie productive !

ne pas jeter sur la voie publique SVF

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL



Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19